

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que, par délibération du 19 Juillet 1993, le Conseil Municipal de LUDRES a autorisé à l'unanimité la Commune à déposer un recours au tribunal administratif de NANCY contre la délibération du Conseil Municipal de FLEVILLE, en date du 28 Mai 1993, approuvant le P.O.S. révisé de FLEVILLE, en raison :

- de l'incompatibilité du projet de P.O.S. révisé :

. avec la D.U.P. du 16 Janvier 1991 relative à la création d'un échangeur autoroutier entre l'autoroute A33 et les zones industrielles de LUDRES et FLEVILLE,

. avec les dispositions du S.D.A.U. et du schéma de secteur de la zone Sud de NANCY, publié et approuvé en date du 19 Mars 1974.

- de l'incompatibilité de zonage au droit des parcelles AO 11, 12 et 13 qui jouxtent la zone de LUDRES (NC sur FLEVILLE et UX sur LUDRES) et de l'absence d'inscription en emplacement réservé des emprises foncières correspondantes, ce qui empêche la jonction entre les territoires de LUDRES et FLEVILLE et l'accès à l'échangeur autoroutier.

Par délibération en date du 28 Octobre 1993, la Municipalité de FLEVILLE a rétabli l'emplacement réservé N° 7 prévu pour la réalisation de l'échangeur, conformément à la D.U.P. du 16 Janvier 1991, mais s'engage à procéder à une éventuelle révision partielle de son P.O.S. pour intégrer les terrains nécessaires à la réalisation de l'échangeur prévu sur l'A33 pour la desserte des zones industrielles de LUDRES et FLEVILLE, avec modification de la zone de classement de ces terrains pour rendre possible la réalisation d'infrastructures routières, à la condition expresse de pouvoir intégrer dans cette même révision partielle, en emplacements réservés, les terrains nécessaires à la réalisation du contournement Est de FLEVILLE.

Les termes de cette délibération sont inacceptables pour la Commune de LUDRES car,

- d'une part en rétablissant uniquement l'emplacement réservé N° 7 la Municipalité de FLEVILLE reconnaît de manière explicite, et suivant la délibération qu'elle a prise le 3 Juillet 1992, qu'à lui seul cet emplacement réservé est inopérant puisque la voie ne débouche sur rien,

- d'autre part en conditionnant la mise en révision partielle de son P.O.S. à la possibilité de mettre en emplacement réservé le tracé du contournement Est de FLEVILLE, la Municipalité de FLEVILLE commet un détournement de pouvoir et porte atteinte à l'intérêt général.

De plus, le report de l'emplacement réservé N° 5 destiné à assurer la jonction entre les territoires de LUDRES et FLEVILLE ne nécessite pas une révision partielle du P.O.S. de FLEVILLE mais une simple modification. La Commune de FLEVILLE commet donc également un détournement de procédure.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide à l'unanimité :

- d'autoriser Monsieur le Maire à ester en justice afin d'annuler la délibération du Conseil Municipal de FLEVILLE en date du 28 Octobre 1993,

- de désigner Maître THIRY, Avocat à NANCY, pour défendre les intérêts de la Commune.

- de demander à Monsieur le Préfet de déférer au Tribunal Administratif de NANCY la délibération du Conseil Municipal de FLEVILLE du 28 Octobre 1993 concernant la mise en révision du P.O.S.